

© Éditions du Détour, Bordeaux, 2020.
Éditions du Détour, 30 rue Buchou, 33800 Bordeaux.
editionsdudetour.com
Diffusion : CDE — distribution : Sodis.

Création graphique : Richard Cousin — Yumyum.
Correction ortho-typographique : Valérie Tougard.
Illustration de couverture : Fred Sochard.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée ou transmise sous quelque forme que ce soit, électronique ou mécanique, photocopie ou enregistrement, sans autorisation préalable écrite de l'éditeur.

Tous les efforts ont été mis en œuvre pour identifier correctement les sources et les droits d'auteur de chaque texte et image. L'éditeur présente ses excuses en cas d'erreur ou d'omission, qu'il s'engage à corriger lors de futures éditions.

ISBN : 978-24-93229-69-4
Dépôt légal : août 2020.
N° d'impression : 2054317.

On se lève. On se casse.
On gueule. On vous emmerde.
VIRGINIE DESPENTES,
Libération, 1^{er} mars 2020.

7 MARS 2020. Des associations féministes se sont donné rendez-vous place des Fêtes, à Paris, pour une manifestation nocturne jusqu'à République, la veille de la Journée internationale des droits des femmes — que d'aucuns persistent à appeler la «Journée de la fâââââme» (et des robots ménagers). Joyeuse, revendicatrice, massive, la manifestation se déploie aux chants de «Nous sommes fortes, nous sommes fières, et féministes et radicales et en colère!». Slogans, pancartes, graffitis et collages laissés sur le trajet donnent à lire tous les enjeux féministes du moment. Les allusions au César attribué quelques jours auparavant à Roman Polanski («J'accuse l'homme, j'emmerde l'artiste» graffité à République), au départ d'Adèle Haenel de la cérémonie, à la prise de parole d'Aïssa Maïga, au film de Céline Sciamma, sont nombreuses: «Nous sommes l'Armée d'Adèle», «Vous n'éteindrez pas les jeunes filles en feu». Le «On se lève. On se casse. On gueule. On vous emmerde.» du texte claqué de Virginie Despentes est souvent repris, parfois radicalisé en «On se casse plus, on casse tout!» ou «On se lève et on se soulève!». Les colleuses de Stop féminicides sont à l'action. L'appel à la radicalité, à l'action directe est assumé: «J'ai hésité entre une pancarte et un lance-flammes», «Prends garde, sous nos seins, la grenade», «La *cup* est pleine, et ça va saigner». «Ni la terre, ni les femmes ne sont des territoires de conquête», peut-on lire sur

la banderole de tête des éco-féministes. «Rage féministe» est tagué à la sortie du métro. Les féministes s'affichent anticapitalistes, antiracistes, internationalistes. Les associations LGBTQIA+ sont très présentes: «*God Save the Gouines*» sur les murs.



Mais les forces de l'ordre gazent ces milliers de femmes qui crient «*Siamo tutti antifascisti*» en claquant dans leurs mains. Puis les matraquent, les traînent, les poussent dans le métro, en arrêtent une demi-dizaine qui passeront plus de vingt-quatre heures en garde à vue. Une amie, place de la République, garde le moral et nous dit: «C'est bon, ils nous prennent enfin au sérieux!»

Il faut avouer que dans une histoire du féminisme faite de flux et de reflux, nous vivons depuis quelques années un flux magnifique — «déter», comme on dit! Pour moi qui ai connu les 8 mars maigrichons où nous ne parvenions qu'à peine à arrêter la circulation... Quel changement, quel souffle!



Il est d'usage de parler de «troisième vague» pour qualifier ce moment féministe, qui ne saurait se limiter à la France mais concerne le monde entier. 2018 fut l'année où le plus de femmes se sont mobilisées dans le monde, entre les *Women's March* massives aux États-Unis, la mobilisation des Irlandaises, des Argentines, puis des Polonaises pour le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG). 2019 a été marquée par d'intenses mobilisations contre les violences faites aux femmes: «*El violador eres tú*» («Le violeur, c'est toi») des Chiliennes est devenu l'hymne international contre l'oppression, les violences

sexuelles et leur impunité aux quatre coins de la planète. Mais ce sont aussi des années de recul, ce que l'on appelle le *backlash* (retour de bâton): si l'IVG a été arrachée par les Irlandaises, les Argentines ont perdu ce combat et le gouvernement polonais tente régulièrement de revenir sur ce droit. Viktor Orbán, en Hongrie, dénonce l'égalité femme-homme; Jair Bolsonaro, au Brésil, a placé son mandat sous le signe de l'antiféminisme; et Polanski, sous le feu d'accusations de violences sexuelles, a donc reçu en France un César du meilleur réalisateur, avec les applaudissements de la salle... Le confinement que nous avons vécu en 2020 a partout accentué les discriminations, violences, inégalités de genre, menacé le droit à l'IVG, aggravé la charge mentale; ce alors que les professions féminines, sous-payées, étaient en première ligne, face au Covid-19.



«Troisième vague», donc... La «seconde» étant celle des années 1970, et la «première», celle des suffragettes de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e. Mais avant? Il n'y aurait rien? Pas de vague? Calme plat? Toutes ces femmes qui ont lutté pour leurs droits avant la fin du XIX^e siècle, on les oublie? Voilà bien ce qui me gêne dans cette terminologie: l'effacement de décennies de combats et de bataillons de combattantes. Alors certes, le mot «féminisme» est tardif et date bien de la «première vague». On le doit à Hubertine Auclert, qui s'approprie en 1882 un mot d'abord utilisé dans un sens péjoratif par Alexandre Dumas fils, dans *L'Homme-Femme* (1872) — un pamphlet misogynne, lequel l'empruntait lui-même au vocabulaire médical où il désignait une féminisation des hommes atteints par un certain type de tuberculose. Pour autant, à partir du moment où l'on nomme «féministes» celles ou ceux qui défendent l'égalité femme-homme (et dénoncent les inégalités, violences et discriminations), on ne saurait dire qu'il n'y avait pas de «féministes» avant la «première vague» de la fin du XIX^e siècle! On pourra

toutefois considérer la Révolution comme point de départ, non pas des luttes «de» femmes, mais des luttes «des» femmes. S'il y a eu avant des femmes qui, par leurs textes, leurs prises de position, leurs actions, ont porté des combats que l'on peut dire féministes, c'est surtout à partir de la Révolution que ceux-ci se déploient. Parce que la Révolution accouche de la citoyenneté, de l'espace public, des libertés publiques, parce que des femmes commencent, en tant que femmes, entre femmes, un processus d'organisation, d'association dans leur lutte, et, ce faisant, deviennent un mouvement.



L'autre défaut de cette image des vagues est de tendre à associer une vague à une lutte — le droit de vote pour la première, l'IVG pour la seconde, et la bataille du corps et de l'intime pour la troisième. Une lecture qui, déjà, ne laisse pas de place aux combats féministes pour le travail, pour le droit au travail, pour les droits des travailleuses ; lesquels s'inscrivent pleinement sur la longue durée et suivant un calendrier qui leur est propre. Donc une lecture qui évacue le prisme de la classe et de la lutte des classes, pourtant menée aussi au féminin, et parfois même contre le mouvement ouvrier. Les ouvrières ne sont pas les seules invisibilisées par cette lecture : les femmes racisées, les homosexuelles peinent aussi à trouver place dans le roman national féministe.

Qui plus est, à trop associer une «vague» à une lutte, on en oublierait que tout au long de l'histoire des luttes des femmes, presque toutes les revendications ont été portées ensemble. Les femmes de 1848 (Jeanne Deroin, Eugénie Niboyet, Désirée Gay) réclamaient les droits sociaux et le droit de vote. Les suffragettes de la fin du XIX^e siècle (Marguerite Durand, Hubertine Auclert) défendaient aussi le «À travail égal, salaire égal». Madeleine Pelletier a été jugée et condamnée en 1939 pour avoir défendu

le droit à l'IVG. Les femmes du Mouvement de libération des femmes (MLF) sont allées soutenir dans les années 1970 de nombreuses grèves. L'on pourrait croire que certaines revendications sont très récentes, comme la non-mixité, ou l'écriture inclusive. Il n'en est rien. Les femmes protestent depuis le XVII^e siècle contre la masculinisation de la grammaire; les femmes de 1848 avaient inventé des formes graphiques pour inclure les femmes dans l'universel du peuple souverain; Hubertine Auclert imposait la féminisation de nombreux mots... Et les clubs révolutionnaires de 1792, ceux de 1848 ou de la Commune de 1871, ou le MLF étaient déjà non mixtes. Les luttes se croisent, se répondent, se tendent donc la main dans le temps. Finalement, la discontinuité de l'histoire des luttes féministes est plus à chercher dans l'écoute sélective des revendications des femmes, et la mémoire plus sélective encore qu'on en a, que dans le contenu de leurs revendications.

Il est temps que les femmes arrêtent
d'être aimablement énervées.



Leymah Gbowee, travailleuse sociale et militante

Pour autant, on ne saurait nier la progression du combat féministe. Nous avons aujourd'hui plus de droits et de reconnaissance que nos mères, qui en avaient elles-mêmes plus que leurs propres mères. À chaque charge, des digues cèdent et les femmes gagnent du terrain. Les femmes du XIX^e siècle doivent batailler sur les fronts essentiels de la capacité civile — elles qui, dans le Code napoléonien de 1804, étaient traitées comme des mineures; mais aussi sur le front de l'instruction quand on leur ferme les portes des écoles; et sur le front du travail où elles ne touchent que la moitié du salaire d'un homme — et encore, quand on veut bien leur reconnaître le droit au travail. La question du vote n'en est pas moins importante, mais pour

nombre d'entre elles, il passe après. Les premières victoires permettent de se focaliser, à la fin du XIX^e siècle, sur le droit de vote qui semble alors l'outil nécessaire pour emporter les autres combats. Le vote acquis, tardivement (1944 !), le féminisme peut se tourner vers de nouvelles batailles jusqu'alors minorées sans être absentes : la maîtrise de son corps, de la maternité, la lutte contre les violences faites aux femmes, le refus d'être réduites à n'être que des objets de désir évalués par le regard masculin.

Les vagues ne correspondent donc finalement pas à des moments où des femmes « prennent la parole » (ce qu'elles tentent toujours de faire), mais plutôt aux rares moments où l'on daigne les écouter, les entendre — pour assez vite tenter de les faire taire et de les renvoyer aux fourneaux. Les femmes profitent souvent des séquences révolutionnaires qui, généralement, permettent à d'autres voix que celles des dominants de s'exprimer. C'est vrai tout au long du XIX^e siècle, mais aussi après 1968.

Nous devons libérer la moitié de la race humaine, les femmes, afin qu'elles puissent nous aider à libérer l'autre moitié.



Emmeline Pankhurst, femme politique

Je voudrais ici présenter l'histoire des luttes des femmes, en France, sur plus de deux siècles. « Qu'en France? », regretterez-vous sans doute. Moi aussi, notez. Mais ce serait l'objet d'un autre livre, d'une ou de plusieurs autres historiennes spécialistes de ces espaces et de ces mouvements. Ce qui ne m'interdit pas de réfléchir aux apports d'un féminisme qui a toujours été international, transnational, comme aux distances, aux aveuglements parfois aussi, face aux combats de nos sœurs lointaines.

J'ai bien conscience aussi que les femmes ne sont pas, n'ont jamais été égales entre elles, que leurs chances d'être égales aux hommes sont bien inégalement distribuées. Entre une femme énarque à la tête d'une administration publique et une ouvrière à l'usine, entre une prof d'université et une étudiante obligée de bosser le week-end, entre une Blanche et une femme racisée, il y a toute la distance des classes sociales, des discriminations raciales. Si, comme femmes, il y a des situations dans les relations avec les hommes qu'elles pourront toutes partager, le risque est bien plus grand pour une femme d'être discriminée, stigmatisée, violentée, maltraitée par la justice, invisibilisée et silenciée si, en plus d'être femme, elle n'est ni riche, ni blanche, ni de nationalité française, ni hétérosexuelle.

Malheureusement, certaines féministes semblent aveugles à cette réalité. Pire, certaines reprennent aujourd'hui à leur compte le concept d'«universel» pour justifier cet aveuglement, semblant oublier combien ce même concept a été instrumentalisé des siècles durant pour justement exclure les femmes. Tristesse donc de voir ce mot, «universel», qui devrait être inclusif, utilisé pour exclure.



Pourtant les femmes des classes populaires, les femmes racisées et les lesbiennes ont considérablement apporté aux luttes féministes françaises. De la Révolution française à la fin du XIX^e siècle, ce sont très majoritairement des ouvrières qui ont mené la lutte pour les droits des femmes; elles aussi qui ont porté à bout de bras la lutte pour les droits des travailleuses. La première femme à avoir osé poser la question de son viol de façon publique, dans un prétoire, est la combattante algérienne Djamilia Boupacha, en 1960, suivie en 1978 de deux lesbiennes, Anne Tonglet et Araceli Castellano, violées dans les calanques

de Cassis; toutes trois défendues par l'avocate et féministe franco-tunisienne, Gisèle Halimi. Deux procès essentiels pour que la lutte des femmes débouche sur la très tardive définition juridique du viol (1980).

Dans l'histoire du féminisme, on a occulté l'importance des homosexuelles. S'il est difficile de le mesurer tout au long du XIX^e siècle et une partie du XX^e siècle, dans un contexte d'homophobie et donc de silence des femmes sur leurs orientations sexuelles, tout change autour des années 1960-1970, quand l'identité lesbienne devient une identité collective, portée politiquement – brandie même. On leur doit alors une grande partie de la production théorique et pratique. Les lesbiennes ne s'en sont pas moins retrouvées doublement marginalisées, à l'intérieur du mouvement LGBT qui reproduisait la domination masculine des gays, et à l'intérieur du mouvement féministe (comme l'ont montré les travaux de Judith Butler, de Christine Bard, et plus récemment la thèse d'Ilana Eloït), les obligeant à construire des espaces d'autonomie entre les deux. C'est ainsi que naît, en avril 1971, le mouvement des Gouines rouges autour, notamment, de Marie-Jo Bonnet, Christine Delphy et Monique Wittig. Ce sont elles qui ont permis de comprendre à quel point la domination masculine repose sur l'hétérosexualité obligatoire et sur les contraintes qui pèsent sur le corps et la sexualité des femmes (on pourra citer «La Pensée straight» et «On ne naît pas femme», deux articles de Monique Wittig parus en 1980). Par leurs analyses politiques parfois plus radicales que celles de leurs sœurs hétérosexuelles, les lesbiennes ont puissamment contribué à dénoncer l'oppression subie par toutes les femmes, apportant arguments et armes théoriques, et appelant à des répertoires d'action plus subversifs. De nos jours, les mouvements queer, transgenre et intersexe jouent aussi un rôle essentiel pour dynamiser le féminisme, mais plus encore pour l'obliger à se questionner sur ses manques, ses angles morts, ses

impasses et la façon dont il peut perpétuer des « invisibilisations » d'autres femmes, des discriminations.

Personne n'a pris la peine de parler de la façon dont le sexisme opère à la fois indépendamment du racisme et simultanément à celui-ci pour nous opprimer.



Bell Hooks, professeure et écrivaine

Ce que font aussi les afro-féministes. Depuis les mouvements féministes des femmes colonisées puis décolonisées, depuis le *black feminism* états-unien des années 1970, l'afro-féminisme percute (pour son bien, mais non sans friction) le féminisme français. Awa Thiam, chercheuse en anthropologie, sénégalaise, qui a fondé en 1976 la Coordination des femmes noires et écrit en 1978 *La Parole aux négresses*, reste injustement méconnue parmi les féministes des années 1970. Il reste pourtant encore beaucoup à faire face à l'occultation, parfois au déni, des problématiques du racisme dans le féminisme français.

Le féminisme ne peut se raconter au singulier. Il a toujours été constitué d'une hétérogénéité de groupes de femmes, traversé de différents courants et visées politiques, animé de conflits internes souvent violents, ouvert mais dans le même temps parfois fermé aux combats des femmes des autres pays, parfois même aux combats de femmes invisibilisées, discriminées dans notre pays.

Pour celles et ceux qui luttent aujourd'hui encore pour l'égalité femme-homme, il est important de pouvoir se saisir de cette histoire longue, complexe des combats. Nous avons un passé, nous avons une histoire ! Essayons de la raconter.





LE PEUPLE SOUVERAINS

Essayez de faire un article, un tweet, un post avec un point médian, ou le mot « autrice », et... ouvrez le parapluie à trolls ! La violence de la réaction que cela suscite tend à démontrer l'enjeu de cette lutte, pourtant présentée comme secondaire et inutile par ses détracteurs (et détractrices !). Mais nombreux pensent que c'est là une nouvelle lubie des féministes du XXI^e siècle, « devenues folles » si l'on en croit *Valeurs actuelles* (12 mars 2020).

Détrompez-vous ! Les femmes se sont dressées contre la masculinisation de la langue depuis que celle-ci a été imposée par les grammairiens et académiciens du XVII^e siècle. Au début de la Révolution française paraît une brochure présentant des positions assez radicales en matière d'égalité femme-homme, et entre autres : « Le genre masculin ne sera plus regardé, même dans la grammaire, comme le genre le plus noble. » Des recherches récentes tendent à attribuer cette *Requête des dames à l'Assemblée* à des hommes cherchant à déconsidérer les luttes des femmes par une présentation alors outrancière de leurs revendications : comme *Valeurs actuelles* de nos jours en quelque sorte ! Reste que le débat était alors déjà d'actualité. La *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* d'Olympe de Gouges (1791) porte la critique du faux « neutre masculin », comme les féministes de nos jours qui cherchent à imposer le terme « droits humains » au lieu de l'ambigu « droits de l'homme ». En 1848, Jeanne Deroin se refuse à parler du « suffrage universel » et lui



accole systématiquement l'adjectif « masculin » pour protester contre la privation des urnes. Dans *La Voix des femmes*, journal entièrement rédigé et administré par des femmes en 1848, on écrivait « le peuple souverainS », à nouveau pour essayer de contrer le neutre masculin et inclure les femmes dans cette souveraineté. Hubertine Auclert déclarait en 1898 :

« L'omission du féminin dans le dictionnaire contribue plus qu'on ne le croit à l'omission du féminin dans le droit. L'émancipation par le langage ne doit pas être dédaignée. [...] La féminisation de la langue est urgente, puisque pour exprimer la qualité que quelques droits conquis donnent à la femme, il n'y a pas de mots. [...] Quand on aura révisé le dictionnaire et féminisé la langue, chacun de ses mots sera, pour l'égoïsme mâle, un expressif rappel à l'ordre. »

« L'Académie et la langue », *Le Radical*, 18 avril 1898.



Chapitre 1

NOUS QUI SOMMES
SANS PASSÉ, LES FEMMES,
NOUS QUI N'AVONS

PAS D'HISTOIRE. >>





de l'histoire des femmes

LONGTEMPS L'HISTOIRE produite, publiée et enseignée a été une histoire produite par des hommes, à partir de sources écrites par des hommes, et qui faisait le récit de l'histoire des hommes. Une histoire qui laissait croire que l'on parlait de l'espèce humaine (hommes et femmes) mais qui, en y regardant de plus près, ne parlait que de la moitié de l'humanité – la moitié masculine. On parlait des hommes (forcément grands), des foules dans lesquelles on ne voyait que des hommes, des ouvriers, sans parler des ouvrières...



Alors certains disaient: ben oui, c'est normal, ce sont des hommes qui sont au pouvoir politique, économique, culturel... Certes, mais pourquoi? Et pourquoi ne pas écrire l'histoire de cette monopolisation, de cette exclusion? La questionner au lieu de la reproduire? Pourquoi parler des rois de France sans noter qu'il n'y a pas de reine (alors qu'il y en a au Royaume-Uni, en Autriche...) et l'expliquer. Pourquoi dire que le suffrage universel est instauré en 1793, puis à nouveau en 1848, sans dire: «suffrage universel masculin», sans expliquer ce qui a conduit à priver les femmes du droit de vote. Par ailleurs, est-ce que cela ne traduit pas aussi qu'on ne faisait que l'histoire de ceux qui sont au pouvoir? L'histoire, ça ne devrait pas être que ça... Dès que l'on aborde l'histoire sociale, dès que l'on quitte les hémicycles, les palais, les ministères pour aller dans les campagnes, les ateliers, les rues, on trouve plus de femmes.

Le problème est que pour faire de l'histoire, il faut des sources, en général des écrits. Or qui écrit massivement? Les hommes.

Ne serait-ce que parce que, longtemps, on ne s'est guère préoccupé d'apprendre aux femmes à lire et à écrire. Quant aux femmes qui écrivaient, encore fallait-il qu'elles trouvent un éditeur pour nous laisser plus de chance de retrouver leurs textes aujourd'hui... Aussi, pour faire de l'histoire des femmes, il faut aller chercher d'autres traces, d'autres sources – vous noterez que ce que je dis sur les femmes et leur histoire vaut pour les autres dominés, les classes populaires, les étrangers, les non-Blancs, les colonisés.

Le plus souvent dans l'histoire,
"anonyme" était une femme.



Virginia Woolf, écrivaine

L'invisibilité des femmes dans la discipline historique correspondait à une invisibilité des femmes dans l'Université. Évidemment, ce n'est pas une coïncidence mais plutôt une des causes: jusque dans les années 1960, tous les professeurs de l'Université étaient des hommes; les femmes n'y avaient que des postes d'assistantes. Elles faisaient des recherches, des travaux, mais ceux-ci n'étaient pas publiés ou ne leur ouvraient pas les portes de l'institution. Combien d'historiens archiconnus de ces années-là ont pu faire leurs travaux parce que leurs manuscrits étaient relus, tapés par leurs femmes ou leurs assistantes, qui souvent allaient également faire le travail de relevé en archives? Sans autre reconnaissance qu'une obscure dédicace au début de l'ouvrage: «à Julie». Qui étais-tu, Julie? Quelle était ta contribution à ces travaux?



Nous qui sommes sans passé, les femmes, nous qui n'avons pas d'histoire



HERSTORY

OR LES CHOSES COMMENCENT À CHANGER au début des années 1970. Quatre femmes deviennent professeures d'histoire à l'Université: Michelle Perrot, Annie Kriegel, Madeleine Rebérioux et Rolande Trempé. Suivies bientôt par d'autres. Des femmes par ailleurs engagées dans les mouvements féministes de leur temps. À l'université de Jussieu (Paris 7), trois historiennes dont Michelle Perrot, lancent alors un séminaire qui s'intitule «Les femmes ont-elles une histoire?» Dix ans plus tard, un colloque à Saint-Maximin rassemble plusieurs historiens, surtout des historiennes, derrière le titre: «Une histoire des femmes est-elle possible?» Il faut croire que oui puisqu'au début des années 1990 paraissent les cinq tomes de *L'Histoire des femmes*, sous la direction de Georges Duby (qui n'a pas fait grand-chose, mais sans doute fallait-il un homme) et Michelle Perrot. En 1998, un autre colloque, à Rouen, s'intitule, quant à lui: «Une histoire sans les femmes est-elle possible?» Ces trois interrogations, faussement naïves vous l'aurez compris, rendent bien compte de la progression du questionnement historique sur deux décennies: deux décennies où, un peu partout, des groupes de chercheuses commencent à travailler sur les femmes, créent les premières revues d'histoire des femmes; où des rencontres internationales ont lieu car toutes les universités travaillent alors dans ce sens (avec notamment une avance certaine de la recherche aux États-Unis sur ces questions, où les chercheuses appellent à faire de l'«Herstory», à la place de l'«History»). Il faut aussi noter que cela touche les autres disciplines de sciences humaines:

la sociologie bien sûr, mais aussi l'ethnologie, l'anthropologie, la géographie qui, elles aussi, commencent à s'attaquer à l'invisibilité des femmes.



Rien de surprenant à ce que ce réveil se déroule au cœur des années 1970 qui sont, pour les femmes, un moment important de revendications. Les années 1970, c'est la naissance du MLF; un mouvement qui naît symboliquement à l'été 1971, lors du dépôt d'une gerbe sur la tombe du soldat inconnu – gerbe sur laquelle est marqué: «Il y a plus inconnu que le soldat inconnu: sa femme.» Et qui bientôt se donne un hymne, dont les premiers vers sont repris en titre de ce chapitre: «Nous qui sommes sans passé, les femmes, nous qui n'avons pas d'histoire.» Il était temps de la leur donner, cette histoire!

Tout ce qui a été écrit par les hommes sur les femmes doit être suspect, car ils sont à la fois juge et partie.



François Poullain de La Barre, philosophe

La période marque d'ailleurs un tournant général (conséquence des mouvements de Mai 1968), qui invite à donner la parole aux dominés et aux dominées, aux exclus, aux sans-voix, aux invisibles... Aux femmes donc, mais aussi aux pauvres, aux immigrés, aux Amérindiens aux États-Unis, aux homosexuels... À tous les silencieux de l'histoire des dominants.

Reste qu'à faire exploser «l'universel» en mettant à jour qu'il est en réalité «masculin» (et riche, et blanc, et européen), on découvre que derrière cet écran de fumée se tient une humanité sexuée: des femmes d'un côté, mais aussi des hommes... et tout un tas de relations complexes entre les deux. On s'est donc mis à étudier toutes les relations sociales, culturelles, politiques femme-homme, la place et le rôle de chacun dans

Nous qui sommes sans passé, les femmes, nous qui n'avons pas d'histoire

la société, la cité, la famille, le couple. Cette évolution historiographique, qui ne traite pas des femmes à part, mais des relations femme-homme et des places et rôles de chacun, on l'a appelée aux États-Unis les «*gender studies*». On passe de l'histoire des femmes à l'histoire «du genre», soit du sexe social, culturel, construit. Les sciences sociales se doivent alors d'étudier quelle place les différentes sociétés reconnaissent à chaque sexe, constatant bien évidemment que si la nature est la même partout, en revanche la place des sexes dans les sociétés est très variable dans le temps et dans l'espace: il y a donc bien deux choses différentes, le sexe (biologique) et le genre (social). Finalement, ce qui a une histoire, c'est le genre. Cela permet d'étudier aussi, en plus d'une histoire des femmes, une histoire de la virilité, de la masculinité, ainsi qu'une histoire de l'homosexualité et beaucoup d'autres.



Or, en France, le terme d'«histoire du genre» a mis beaucoup de temps à s'imposer, parce qu'il y a eu une résistance idéologique: pour certains, dire qu'être une fille ou un garçon n'était pas qu'une donnée naturelle était difficile à comprendre. Mais aussi car, pour certains, les inquiétudes face au «genre», à l'approche en termes de genre, relèvent en réalité d'une forme d'homophobie. Ceux qui se dressent contre ce qu'ils ont baptisé la «théorie de genre» (au point que les études de genre — c'est le bon terme! — sont interdites dans les universités brésiliennes ou hongroises, par exemple) s'illustrent aussi par des propos ou des politiques profondément homophobes et transphobes. Le premier livre d'histoire français qui, dans son titre, utilise le terme de genre a été publié en 2003, *Le Genre face aux*

mutations: Masculin et féminin, du Moyen Âge à nos jours; soit presque vingt ans après les États-Unis.



L'histoire des femmes, puis du genre, s'est aussi enrichie de ce que l'on appelle l'«intersectionnalité». Il s'agit de croiser les différentes formes de domination (classe, genre, race) pour comprendre comment elles peuvent interagir, se superposer et combiner leurs effets sur un groupe ou un individu. C'est la sociologue afro-américaine Kimberlé Williams Crenshaw (qui a étudié les discriminations combinées dont étaient victimes les femmes noires aux États-Unis et montré qu'elles n'étaient pas celles des femmes blanches, ni celles non plus des hommes noirs), qui a proposé ce concept d'intersectionnalité pour nommer cette démarche. Passée de la sociologie à l'histoire, l'approche intersectionnelle se révèle particulièrement pertinente pour éviter que l'histoire des femmes ne soit par trop l'histoire des femmes dominantes dans la société (soit les plus riches, les Blanches) et que l'historien ou l'historienne reste attentif aux processus de domination, aux inégalités entre les femmes. Longtemps aussi, les histoires des femmes ont négligé les situations coloniales, cependant que les histoires de la colonisation ne posaient pas la question des femmes. Dans les années 1980, le mouvement des *subaltern studies* (que l'on pourrait traduire par «études des minorés») lancé en Inde puis en Grande-Bretagne, malgré son souci de restituer le rôle et la parole des populations jusque-là marginalisées, s'est d'abord peu intéressé aux femmes. De nombreux travaux analysent désormais la colonisation au prisme du genre, et c'est passionnant (la revue *Clio* ayant ici eu, en France, un rôle essentiel). Dans le même ordre d'esprit, les premiers travaux sur les homosexuels faisaient la part belle aux gays au détriment des lesbiennes, dont l'étude marque un retard certain

Nous qui sommes sans passé, les femmes, nous qui n'avons pas d'histoire

— progressivement comblé, en France notamment, grâce aux recherches menées par Christine Bard.

L'autre risque encouru par l'histoire des dominés en général, des femmes en particulier, est d'être réduite à une histoire victimaire, et ainsi de nier aux acteurs et aux actrices leur capacité d'agir. Les historiennes des femmes ont ainsi très vite dénoncé le risque d'une approche qui réduirait les femmes à leur statut d'opprimées.



La recherche française en histoire du genre et des femmes ne se porte pas trop mal et est aujourd'hui reconnue comme une discipline installée. Trois universités ont une chaire d'histoire des femmes; nombreuses offrent des enseignements en la matière: plusieurs masters, séminaires se sont ouverts ces dernières années; et de nombreux livres, encyclopédies d'histoire des femmes, du féminisme sont publiés chaque année — la bibliographie à la fin de ce livre ne vous en donne qu'un petit aperçu. On se préoccupe de plus en plus des archives du féminisme et plus généralement des archives des femmes. C'est une préoccupation féministe ancienne, soit dit en passant: connaissez-vous par exemple les sœurs Eliska Vincent et Florestine Mauriceau qui ont légué, en 1914, une bibliothèque de plus de 600 000 documents au Musée social pour fonder un Institut féministe (les documents ont malheureusement disparu), ou Marguerite Durand et sa bibliothèque fondée en 1932 (dont il sera question plus loin)? Plusieurs entreprises de collecte des archives de femmes sont lancées ces dernières années par les archives nationales et départementales, appelant à déposer toutes les archives des mères, grands-mères, souvent négligées et pourtant passionnantes. Même les programmes scolaires font plus de place à l'histoire des femmes! Il s'agit encore bien trop souvent

de faire de-ci delà le portrait d'une «grande femme» en oubliant les autres, ou une double page dédiée à la question, alors qu'on aimerait une véritable réflexion sur l'intégration des femmes dans tous les chapitres du programme...



Encore faut-il rester très vigilant et vigilante: les derniers programmes du lycée en date (2018-2019) marquent un recul dénoncé par les associations d'historiennes du genre (notamment l'association Mnémosyne), et les études de genre font insuffisamment de place aux minorités. L'histoire des LGBTQIA+ mériterait plus de place dans les enseignements, comme le centre de recherches et d'archives, promis depuis dix ans par la Mairie de Paris mais non encore réalisé. Qui plus est, les attaques contre la place des études de genre à l'Université, contre l'intersectionnalité comme démarche, sont sorties du pré carré de l'extrême droite pour gagner plus largement. Ces dernières années, les articles de journaux contre la «théorie du genre» (toujours couplé à l'«indigénisme») se multiplient, jusque dans *Le Figaro*; des colloques sont attaqués sur les réseaux sociaux; des listes d'enseignants, et surtout d'enseignantes, circulent dans les milieux d'extrême droite (comme Riposte laïque), au prix de réelles menaces sur les libertés académiques.



LE TEST DE BECHDEL-WALLACE

Ce test est apparu pour la première fois dans *The Rule* (« La Règle »), un volume de la bande dessinée *Dykes to Watch Out for* (*Lesbiennes à suivre*) parue en 1983, de l'autrice Alison Bechdel sur une idée de son amie Liz Wallace. Ce test est un indicateur du sexisme d'un film. Il repose sur trois critères :

- il doit y avoir au moins deux femmes dans l'œuvre ;
- elles doivent parler ensemble ;
- enfin, elles doivent parler de quelque chose qui est sans rapport avec un homme.

Ça a l'air simple, mais c'est sans pitié, essayez ! Ce test en a inspiré de nombreux autres montrant les discriminations de genre, de couleur de peau, de validité, *etc.*



Ngozi Adichie, Chimamanda
189

Niboyet, Eugénie 6, 43, 60, 64

O

Ouezzin Coulibaly, Célestine
133, 203

P

Parker Fraley, Naomi 102

Pelletier, Madeleine 6, 43, 50,
52, 75, 81, 83, 85, 144, 181, 188,
192, 193, 194, 201

Pencalet, Joséphine 43, 81,
112, 116, 118, 119, 120, 202, 210
Perrot, Michelle 18, 112, 207

R

Rabesahala, Gisèle 132, 133

Réal, Grisélidis 54

Richard, Marthe 53, 126

Roland, Pauline 43, 64, 66,
80

Rosoanoro, Zèle 133

Roudy, Yvette 150

Rouzade, Léonie 80

S

Sand, George (pseudonyme
d'Aurore Dupin) 64, 194, 207

Sciamma, Céline 3, 169

Sée, Hélène 69, 84

Séverine (pseudonyme de
Caroline Rémy) 84, 97

Seyrig, Delphine 147

Solitude 136, 137, 138, 199

Sylvestre, Anne 175

T

Tesson, Marthe 81

Thiam, Awa 11, 205

Tillion, Germaine 134

Tonglet, Anne 9, 165, 166

Tristan, Flora 43, 64, 195, 205

U

Ulla 54

V

Variot, Augustine 81

Veil, Simone 149, 205, 211

Véret, Désirée épouse Gay
60, 64

Vergès, Françoise 138, 145

Vérianne, Renée de 84

Vincent, Eliska 22, 40

Voilquin, Suzanne 60, 64

W

Wittig, Monique 10

Woolf, Virginia 17

Z

Zetkin, Clara 96



Table des matières

Introduction	3
<i>Le peuple souverainS</i>	12
Nous qui sommes sans passé, les femmes, nous qui n'avons pas d'histoire	15
L'histoire de l'histoire des femmes	16
<i>Herstory</i>	18
<i>Le test de Bechdel-Wallace</i>	24
Femme, réveille-toi !	25
Citoyennes!	26
L'universel en trompe-l'œil	29
Les droits de la femme et de la citoyenne	32
Citoyennes tricoteuses	36
<i>Le port de la culotte</i>	37
Le nouvel ordre des sexes	39
Le Code écrase la femme	40
<i>Hubertine Auclert, «Les contrats de mariage»</i>	46
Du piédestal domestique à l'asile de folles	48
Prostitution: des filles qui ne sont pas à la noce	51
<i>Tract du Groupe Femmes, 14^e arrondissement de Paris, 1975</i>	55
Émeutières, pas ménagères !	57
Les femmes des barricades	58
Ne me libère, pas je m'en charge !	60
À toutes celles qui tenaient la tranchée	64
Le droit à l'instruction	66
<i>Louise Michel, extraits d'écrits féministes</i>	71

La femme doit voter	73
Toutes suffragettes	74
<i>La femme doit voter</i>	79
Non à l'Assemblée « natio-mâle »	80
Les 24 avril et 8 mai 1910 à l'assaut des urnes!	83
<i>Florilège des raisons bien pourries opposées</i> <i>aux femmes qui voulaient voter ou être élues</i>	86
À celle qui est plus inconnue que le soldat inconnu	89
Les femmes, ça part pas, ça meurt à petits feux	90
Le chemin des dames en lutte!	95
Les femmes n'ont été que les domestiques de la guerre	97
Rosie la riveteuse	101
<i>La femme du soldat inconnu</i>	103
Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ?	107
Les femmes ont toujours travaillé!	108
Travailleuses en lutte pour leurs droits	111
Métro, boulot, berceau	115
Osez, osez, Joséphine	116
<i>La chanson des Penn Sardin (2005)</i>	121
Sexes, races, luttes et colonies	123
Les colonies au prisme du genre	124
Dévoilez ce <i>haïk</i> que nous ne saurions voir	129
Décoloniales et féministes	131
Solitude, femme debout!	136
<i>Djamila Bouhired</i>	139
Un enfant si je veux, quand je veux!	141
Occupe-toi de tes prières, on s'occupe de nos ovaires	142
Mon corps, mon droit, mon choix	146